CAMEROUN

Livelihoods Fact Sheet

L'autonomisation socio-économique des réfugiés est cruciale pour répondre à leurs besoins essentiels en vue de réaliser leurs rêves de manière effective, par le coaching et le développement personnel, renforcer leur autonomie et leur résilience afin de favoriser leur contribution aux économies locales. En facilitant l'accès aux opportunités et en développant leurs compétences, ces initiatives soutiennent la cohésion sociale et réduisent la dépendance à l'aide humanitaire ainsi que la pression sur les communautés hôtes.

INCLUSION SOCIO-ÉCONOMIQUE DES RÉFUGIÉS : 5 avancées majeures du HCR Cameroun pour renforcer la résilience et la cohésion communautaire

INTRODUCTION

Au Cameroun, le HCR fait de l'intégration socio-économique des réfugiés une priorité stratégique, considérant qu'elle est indispensable tant pour leur bien-être que pour la stabilité des communautés d'accueil. À travers des programmes favorisant l'accès aux moyens de subsistance, le renforcement des capacités professionnelles et la valorisation du potentiel individuel, le HCR Cameroun accompagne les réfugiés dans leur parcours vers l'autonomie. Cette vision vise non seulement à réduire leur dépendance à l'assistance humanitaire, mais aussi à stimuler les économies locales et à renforcer la cohésion sociale.

Janvier à Septembre 2025

EXPÉRIMENTATION D'UNE NOUVELLE APPROCHE D'INCLUSION SOCIO-ÉCONOMIQUE EN MILIEU URBAIN /YAOUNDE-DOUALA

Depuis 2024, une nouvelle approche communautaire d'inclusion socio-économique est en cours d'expérimentation en milieu urbain. Elle consiste à mettre à disposition des fonds de démarrage à travers les transferts monétaires au profit de groupes d'entrepreneurs préalablement identifiés et accompagnés dans l'élaboration de plans d'affaires viables. Ces groupes bénéficient également de formations de base et d'un appui à la formalisation de leurs activités. L'objectif est de poser les bases solides d'un entrepreneuriat structuré, en favorisant la constitution de groupes ou de coopératives, afin de stabiliser les activités économiques et de favoriser une autonomie progressive et durable.

Sélection des bénéficiaires

La sélection des bénéficiaires repose sur trois critères principaux : i. être entrepreneur, ii. exercer une activité économique, iii. et être membre d'un groupe ou manifester une volonté claire de s'y intégrer, l'accompagnement individuel n'étant plus envisagé dans le cadre du programme. L'identification des groupes s'appuie sur des indicateurs de cohésion interne, tels que la solidarité entre membres, la régularité des rencontres et le bon fonctionnement collectif. Les groupes doivent également démontrer leur capacité à se porter caution solidaire les uns des autres. Enfin, la viabilité des activités est évaluée selon leur autonomie, leur potentiel de génération de revenus et leur aptitude à assurer un remboursement sur la base des ressources générées

AVEC L'APPUI DU HCR, ELLES BÉNÉFICIENT D'UN RENFORCEMENT DE CAPACITÉS (GESTION FINANCIÈRE, TENUE DE REGISTRES, ÉLABORATION DE BUSINESS PLANS, TECHNIQUES D'APPROVISIONNEMENT).

Femmes réfugiées du quartier école de police-Yaounde. Photo : UNHCR / Ruth Yabao Mbendong

SUCCESS STORY

Du commerce informel à l'entrepreneuriat structuré : Le parcours inspirant de quatre femmes réfugiées centrafricaines à Yaoundé

Pendant près de 10 ans, quatre femmes réfugiées centrafricaines ont exercé individuellement la vente artisanale de snacks à Yaoundé, développant entre elles des pratiques de solidarité (entraide financière, partage de savoir-faire, ravitaillement mutuel).
En 2024, elles lancent une cotisation mensuelle (10 000 FCFA chacune) pour mieux gérer les imprévus et renforcer leur collaboration.
Malgré leur engagement, leur activité restait informelle : absence de comptabilité, production artisanale, pas de planification ni de standardisation. Les revenus servaient essentiellement aux besoins quotidiens (éducation, dépenses domestiques).
Avec l'appui du HCR, elles bénéficient d'un renforcement de capacités (gestion financière, tenue de registres, élaboration de business plans, techniques d'approvisionnement).
Désormais, elles tiennent une comptabilité commune, réalisent des achats en gros planifiés, ont engagé une procédure de légalisation auprès du MINADER et ouvert un compte à la MUPECI avec leur carte de réfugiée.
Bien que l'impact immédiat sur les ventes soit limité, les bases d'une croissance durable sont posées. Leur objectif : améliorer le packaging et investir dans le marketing pour élargir leur clientèle et valoriser leurs produits sur de nouveaux marchés

Activités menées

Dans le cadre du renforcement des moyens d'existence des réfugiés, plusieurs actions ont été entreprises :

- Élaboration de huit business plans bancables adaptés au contexte local ;
- Structuration et légalisation des groupes pour renforcer leur reconnaissance officielle et leur accès aux opportunités économiques ;
- Renforcement des capacités en gestion financière, tenue de livres de comptes et en maitrise des chaines d'approvisionnement ou de valeurs des produits transformables ;
- Ouverture de comptes à la microfinance MUPECI grâce à la carte de réfugié. Mise en place de microcrédits pour soutenir le développement d'activités génératrices de revenus.

RENFORCEMENT DE L'AUTONOMIE ALIMENTAIRE DES RÉFUGIÉS ET COMMUNAUTÉS HÔTES DANS LA RÉGION DE L'EXTRÊME-NORD

Face aux déficits persistants dans l'assistance alimentaire, des initiatives ont été mises en place pour favoriser l'autonomie des réfugiés et renforcer la résilience des communautés hôtes.

Récolte de riz à Mayo Laddé dans la Région de l'Extrême-Nord Photo : UNHCR / Moise Amedje Peledai

Soutien aux ménages en kits agricoles à l'Extrême-Nord Photo : UNHCR / Moise Amedje Peledai

Thématique	Actions / Réalisations
Mobilisation des terres	▪ 151 ha mis à disposition par le Gouverneur en 2024 pour champs communautaires mixtes ; ▪ 120 ha accordés par le Lamido de Gawar en septembre 2025 ; ▪ Total potentiel : 271 ha.
Appui matériel et institutionnel	▪ 3 tracteurs fournis par le PNUD et le Gouvernement Nigérian ; ▪ Supervision technique : MINADER & JRS ; Coordination multisectorielle : HCR ; ▪ 5 tricycles remis (2 à la coopérative TINAARE, 3 aux réfugiés) ; ▪ Mobilisation en cours pour viabilisation et cultures de contre-saison dès octobre.
Actions agricoles & soutien	▪ 40 ha cultivés en riz pluvial ; ▪ Pépinière de sorgho de contre-saison mise en place 80 ménages réfugiés exploitent 40 ha ; Communauté hôte exploite 30 ha ; ▪ Distribution : semences NERICA 3 & 4, sorgho pour 110 ha, 300 kits d'outils, 280 sacs d'engrais/urée ; ▪ Mission de prospection et piquetage de 85 ha pour riz, maïs, sorgho rouge.
Production agricole collective	▪ 65,2 tonnes de riz en paddy ont été récoltés sur une superficie de 38ha ▪ 228 tonnes de sorgho ont été récoltés sur une superficie de 110 ha (60 pour les réfugiés et 50 pour les hôtes)
Perspective de durabilité	▪ Élaboration d'un plan de gestion durable des terres ; Développement de champs maraîchers et cultures en rotation ▪ Objectifs : maximiser la production, améliorer les revenus, ▪ Réduire la dépendance à l'assistance humanitaire

L'AGRICULTURE ET LES TRANSFERTS MONÉTAIRES : LEVIER D'AUTONOMISATION POUR LES RÉFUGIÉS ET COMMUNAUTÉS HÔTES DANS LA FAÇADE EST DU CAMEROUN

Depuis 2023, dans la façade Est du Cameroun, l'agriculture s'impose comme un moteur de résilience pour les réfugiés et les communautés hôtes. Grâce au soutien du HCR via la modalité des transferts monétaires, 42 groupes (soit 1 059 ménages) ont été accompagnés dans des activités agropastorales et halieutiques et artisanales. Ces transferts ont permis l'achat d'intrants et d'équipements agricoles, complétés par des formations techniques et un suivi rapproché par des techniciens spécialisés

Retrait de l'assistance cash par une femme réfugiée.
Photo : UNHCR / Sally Haoua Adama

Thématique	Détails
Production agricole collective	▪ Groupes : 28 groupes (836 membres dont 686 réfugiés et 443 femmes) ▪ Superficie gérée : 483 ha (218 ha cultivés) ▪ Cultures : Maïs, manioc, haricots, arachides ▪ Récoltes : ○ Maïs : 182 740 kg ○ Manioc : 1 157 670 kg ○ Haricots : 23 450 kg ○ Arachides : 107 505 kg ▪ Utilisation : 60 % autoconsommation, 40 % vente ▪ Deux tricycles donnés par le HCR à 2 coopératives agricoles de Mandjou (pour faciliter le transport des produits) ▪ Valeur ajoutée : Transformation du maïs et du manioc
Production animale	▪ Groupes : 9 groupes (135 membres dont 104 réfugiés et 76 femmes) ▪ Ventes : >260 kg de poisson par saison ▪ Élevage : 74 chèvres, 1 810 kg de poulets
Renforcement des capacités	▪ Accès sécurisé à 92 ha via baux renouvelables et plaidoyers fonciers ▪ Élaboration de business plans collectifs ▪ Structuration et légalisation : 12 dossiers déposés au MINADER ▪ Identification pour crédits agricoles
Déploiement 2025	▪ Sélection de 43 nouvelles organisations de producteurs mixtes : - Bénéficiaires : ~1 000 ménages (3 956 personnes) • Réfugiés : 2 769 • Hôtes : 1 187 • Femmes : 2 796 ▪ Accompagnement : renforcement technique et suivi

L'ARTISANAT COMME LEVIER D'INCLUSION : PARTENARIAT MINPMEESA – HCR.

Dans le cadre de sa stratégie de promotion de l'artisanat local, le MINPMEESA (Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Économie Sociale et de l'Artisanat) s'engage à favoriser l'inclusion des réfugiés en leur ouvrant les Salons départementaux de l'artisanat sur l'ensemble du territoire.

Volet	Détails / Actions	Impact / Résultats
Salons départementaux ouverts aux réfugiés	▪ Boumba et Ngoko (Yokadouma, 14 août 2025) : 9 artisans réfugiés centrafricains ont exposé leurs œuvres (couture, transformation agroalimentaire, bijouterie, sculpture). ▪ 2 primés pour le festival régional de Bertoua.	Visibilité accrue, opportunité de développement économique.
	▪ Mayo Tsanaga (Mokolo, 31 juillet 2025) 5 artisans réfugiés ont présenté leurs œuvres (pisciculture, briquettes écologiques et production de plants, bonnets artisanaux-couture, extraction d'huile et parfumerie) ▪ 2 femmes primées pour leurs innovations (bonnets artisanaux- couture et briquettes écologiques) et ont reçu du cash de la part du Ministère	Visibilité accrue, opportunité de développement économique.
Partenariat structurant avec le HCR (Bertoua)	▪ 40 réfugiés enregistrés au Village artisanal régional. ▪ Exposition dans les galeries officielles. ▪ Formations professionnelles. Participation à des salons nationaux (ex. SIARC). ▪ Attribution de cartes artisanales.	Intégration dans l'économie formelle, accès aux marchés agréés.
Institutionnalisation de l'inclusion	▪ Protocole d'accord (MOU) en cours entre le HCR et le MINPMEESA pour formaliser l'inclusion des réfugiés dans les dispositifs artisanaux nationaux.	Pérennisation du modèle, inclusion durable.

Ce modèle démontre que l'artisanat, soutenu par les institutions nationales et les partenariats stratégiques, constitue un levier puissant d'inclusion sociale, d'autonomisation économique et de valorisation des compétences, en particulier pour les femmes réfugiées.

UNE FORMATION EN MÉCANIQUE AUTOMOBILE AU SERVICE DE L'INCLUSION ÉCONOMIQUE DES RÉFUGIÉS/CFAO

Dans le cadre de son programme de renforcement des compétences, le HCR, en partenariat avec Toyota Tsusho Corporation (TTC) et CFAO à Douala, poursuit ses efforts d'insertion professionnelle des réfugiés à travers une formation qualifiante en mécanique automobile. Après une première cohorte de 18 réfugiés formés en 2024, une seconde cohorte composée de 16 réfugiés de différentes nationalités, en provenance des villes de Douala, Yaoundé et de la région de la façade Est, a bénéficié en 2025 d'un programme de huit mois. Celui-ci a couvert la mécanique (freinage, transmission,motorisation, climatisation), l'informatique ainsi que les savoir-être en entreprise.

Les participants ont salué la qualité de l'encadrement, la régularité du soutien financier du HCR via les Transferts Monétaires Multipurpose Cash (permettant de couvrir alimentation, logement et transport), ainsi que l'accompagnement sanitaire et administratif mis en place.

Au-delà de l'acquisition de compétences techniques, la formation a favorisé la cohésion sociale entre réfugiés de diverses origines, dans un cadre inclusif. Des mécanismes d'entraide et d'épargne communautaire ont émergé, renforçant leur autonomie collective.

Chaque diplômé a reçu un certificat de réussite et un kit d'outils professionnels afin de faciliter son insertion sur le marché du travail. De belles perspectives d'emploi s'ouvrent ainsi pour les bénéficiaires.

SURMONTER LES OBSTACLES : VERS DES SOLUTIONS INCLUSIVES ET DURABLES

Défis majeurs	Solutions & Recommandations	Perspectives
1. Formalisation et compétitivité des activités économiques	▪ Créer des incubateurs et dispositifs d'accompagnement ▪ Faciliter l'accès aux services financiers inclusifs (banque et microfinance) ▪ Renforcer la formation en gestion, marketing, standardisation	▪ Passage progressif à une économie formelle et structurée ▪ Meilleure insertion dans les chaînes de valeur locales et nationales
2. Pérennité et durabilité des acquis	▪ Consolider les partenariats public–privé–communautaires ▪ Mettre en place un suivi-évaluation participatif ▪ Planifier une transition progressive du HCR vers les institutions locales	▪ Stabilisation des initiatives au-delà des financements humanitaires ▪ Transfert de compétences et appropriation locale
3. Sécurisation foncière et accès équitable aux ressources	▪ Promouvoir des accords fonciers durables ▪ Mettre en place une gestion concertée des ressources ▪ Renforcer le plaidoyer auprès des autorités	▪ Réduction des tensions liées à l'accès aux terres ▪ Amélioration de la productivité et de la cohésion sociale
4. Intégration institutionnelle et reconnaissance des réfugiés	▪ Finaliser le MOU HCR–MINPMEESA et développer des accords similaires ▪ Reconnaître la carte de réfugié comme document officiel ▪ Mettre en œuvre des politiques inclusives nationales	▪ Inclusion durable des réfugiés dans les dispositifs étatiques ▪ Reconnaissance comme acteurs économiques à part entière

Ces quatre défis traduisent les principaux obstacles à l'inclusion socio-économique durable des réfugiés. Les solutions proposées permettent de consolider les acquis, tandis que les perspectives incluent non seulement l'expansion et la pérennité des actions, mais aussi la mise en place d'études d'impact systématiques pour documenter les résultats obtenus et orienter les actions futures.

Pour plus d'information :
Carole Diana Ndoumba Tsala
Assistant Livelihood and Economic Inclusion Officer
E-mail : ndoumbat@unhcr.org; Mobile : +237 6 92 32 14 54

Equipe de rédaction :
Unité livelihoods, Barthelemy Banvana (CBI Officer), Mbabazi Mugemana, (Education)

www.unhcr.org

@refugees_CMR

UNHCR Cameroun